

Pour faire céder le gouvernement, grève générale de tous les hôpitaux !

Commencée le 18 mars à l'hôpital Saint-Antoine à Paris, la grève aux urgences continue de s'étendre malgré les manœuvres et réponses dilatoires du gouvernement.

Les soignants n'en peuvent plus. Ils demandent les postes nécessaires, estimés à 10 000 postes et l'augmentation immédiate des salaires de 300 euros net.

Le 6 juin, déjà 80 services d'urgences étaient en grève. Pour toute réponse, la ministre de la Santé Buzyn annonce alors au congrès des urgentistes une mission chargée pour le mois de septembre « *d'élaborer une stratégie d'ensemble* » pour « *adapter nos urgences aux nouveaux besoins de santé* », « *en concertation avec les personnels* ». En clair une nouvelle négociation pour faire avancer les plans du gouvernement ! Quant à l'augmentation des salaires, elle répond alors aux grévistes qu'elle relèvera la prime mensuelle de sécurité (97,69 euros brut actuellement) « *partout où c'est justifié* ».

Les personnels des services des urgences n'acceptent pas. La grève s'étend.

Le 12 juin, alors que plus de 100 services d'urgence étaient en grève, Buzyn annonce aux représentants syndicaux porter la prime sécurité à 118 euros brut et de la verser désormais à tous les personnels des urgences, hors médecins, à partir du 1^{er} juillet. Elle indique par ailleurs qu'une enveloppe de 15 millions sera disponible « *afin de permettre aux services d'urgence en tension de renforcer leurs effectifs paramédicaux durant la période estivale et de maintenir ainsi un maximum de lits ouverts* ». Dans le même temps, le gouvernement fait réquisitionner chez eux par la gendarmerie des personnels en arrêt maladie !

Les personnels des services des urgences n'acceptent pas. La grève continue de s'étendre. Le 1^{er} juillet, 153 services d'urgence sont en grève d'après le Collectif inter-urgences.

Comment faire céder la ministre Buzyn et le gouvernement ?

La ministre annonce de nouvelles concertations pour mieux faire accepter ses plans :

Aucun représentant syndical, aucune concertation sur les plans du gouvernement !

Le gouvernement espère que les personnels vont peu à peu s'isoler et s'affaiblir dans une lutte service par service, établissement par établissement. Il ne craint nullement les journées d'action sans perspective qu'organisent périodiquement les directions syndicales qui ne font qu'épuiser la combattivité des travailleurs.

Les soignants des urgences sont en grève pour leurs revendications, mais tous les personnels des autres services hospitaliers ne sont guère mieux traités.

C'est tous ensemble qu'il faut se dresser contre le gouvernement !

Grève générale de tous les hôpitaux !

Assemblées générales dans tous les hôpitaux !

Les travailleurs doivent contrôler leur mouvement : Comités de grève élus !

Face au gouvernement, coordination nationale des comités de grève, comité national de grève !

1^{er} juillet 2019

